

Masterisation de la formation des enseignants du primaire... le dessous des cartes.

Laurent Lescouarch
Université de Rouen

Une fois n'est pas coutume, Xavier Darcos dans ses propos à la radio RMC le 12/02/2009, vient de nous révéler crûment sa conception de la formation des enseignants et son mépris pour la réflexion pédagogique : *"Aujourd'hui (...) les professeurs passent un examen, un concours, ils sont mis dans l'Institut de formation des maîtres, où on leur apprend des théories générales sur l'éducation et puis de temps à autre ils vont remplacer un professeur absent. Ce n'est pas comme ça qu'on forme des gens. Autrement dit, ils sont sans arrêt devant un simulateur de vol. Alors que dans le système que je propose, ils ne seront pas dans un simulateur de vol, ils s'installeront dans le cockpit avec un copilote et ils entreront dans la carrière."*

En relation à ce « simulateur de vol » que serait la formation actuelle des maîtres, il convient de rappeler que l'existence de ces simulateurs permet justement d'éviter le crash dans les premières phases des apprentissages du pilotage et qu'ils ont constitué un progrès important. Dans un métier comme l'enseignement où l'on travaille avec de l'humain, éviter le crash réel par une forme de préparation au métier dans des conditions aménagées n'est peut être pas si absurde... en tout cas cela vaut certainement mieux que de laisser seuls face aux élèves des jeunes enseignants sans autre bagage que leurs connaissances universitaires en espérant un hypothétique compagnonnage (car dans la classe, il n'y a pas de copilote...)

Nombreux sont les collègues qui ont réagi à ce « dérapage » et c'est tant mieux. Toutefois, ces propos reflètent bien plus que la position personnelle de M. Darcos et sont un indicateur à prendre fortement en

compte dans la lutte actuelle contre le projet de maîtrise de la formation des enseignants.

Ainsi, les propos tenus face à Jack Lang par Eric Zemmour, pamphlétaire médiatique de droite, dans l'émission de Laurent Ruquier samedi 14 février 2009 sont à ce titre très révélateurs : « (...) *La maîtrise, c'était le truc trouvé pour tuer les IUFM. (...) Les IUFM étaient des écoles où on enseignait en principe la pédagogie et qui étaient l'ancre des pédagogistes qui enseignaient une idéologie pédagogue où l'enfant était roi, avec un jargon abscons où l'élève n'était que l'apprenant (...) où on faisait marcher (les stagiaires) en chaussettes pour être près des enfants (...) M. Lang, il faut assumer (...) en fait M. Lang vous voulez sauver les IUFM que Darcos veut tuer. C'est ça le vrai débat. (...).* »

Il n'est pas besoin de préciser que les éléments développés relèvent d'un discours idéologique en décalage complet avec la réalité de la formation (enfant roi, baisse des exigences, etc... avec la variante des chaussettes qui est une innovation dont je ne comprends pas bien le sens...) et constituent un fantasme récurrent des conservateurs élitistes sur ce que serait devenue la formation des enseignants depuis la fin de l'âge d'or des blouses grises et des coups de règle sur les doigts.

Ces propos ont cependant le mérite de la clarté et de la transparence et nous éclairent sur ce que peut être une pensée éducative de droite et sur toutes les arrières pensées ministérielles actuelles. Si l'enjeu n'était pas aussi important, on pourrait s'amuser d'entendre dans la bouche d'un des chroniqueurs médiatiques de la droite « décomplexée » tout l'argumentaire d'un Brighelli auto-proclamé de gauche. Nous sommes confrontés à une alliance objective des réactionnaires de tous bords contre tout ce qui ressemble de près ou de loin à une réflexion éducative ancrée dans la pédagogie...

Cependant, cette ré-ouverture du débat sur les IUFM en pleine contestation universitaire n'est pas anodine et ce qui est présenté comme une « gaffe » ministérielle n'en est peut-être pas une, car elle a pour objet de diviser la communauté universitaire et de recréer des clivages. En effet, le consensus actuel sur la volonté de retrait de la réforme masque une divergence de fond sur la conception de la formation des enseignants qui va ressurgir rapidement si celle-ci n'est que repoussée. Quels sont les termes du débat ?

Certains courants conservateurs et élitistes comme « Reconstruire l'école » ne voient dans les savoirs professionnels didactiques et pédagogiques qu'une perte de temps... la seule compétence requise pour être enseignant de leur point de vue est de maîtriser un savoir

disciplinaire et d'être capable de l'exposer rationnellement dans une progression linéaire. Dans cette conception, tous les autres paramètres ne relèvent pas du travail de l'enseignant mais d'une sphère éducative qui devrait être gérée par d'autres acteurs...

Ces personnes ne sont pas opposées au principe de la masterisation si elle est, avant tout, l'approfondissement d'une formation disciplinaire et si elle s'inscrit dans une perspective méritocratique (bourses ou années de stages payées...) Et cette masterisation devrait alors être le moyen d'en finir avec les IUFM et de faire disparaître de la formation les savoirs professionnels pédagogiques et didactiques. Leur opposition à la réforme est plus liée au contenu des concours notamment de CAPES qu'ils trouvent de niveau trop faible (portant sur le niveau des programmes à enseigner en collège et lycées et incluant une épreuve de connaissance institutionnelle) qu'à la question de la masterisation.

Pour l'autre courant dans lequel je me reconnais, la masterisation proposée est d'abord (comme nous l'indiquent les propos du ministre) un angle d'attaque pour une remise en cause de la formation professionnelle des enseignants. Elle a, en plus, des conséquences sociales importantes car cette réforme implique le rallongement des études pour devenir enseignant et sélectionnera de fait les candidats pour des motifs économiques.

Factuellement, un autre problème est lié à la place du concours dans ce projet. Il doit être passé en milieu de master, ce qui conduit à construire des formations dans une quadrature du cercle impossible à tenir : formation professionnelle, passation d'un concours et atteinte d'un niveau master impliquant une part de recherche universitaire. Est-il vraiment raisonnable de courir autant de lièvres à la fois ?

Pourtant, j'ai pu consulter plusieurs maquettes proposées pour un master enseignement et formation pour le professorat des écoles. Dès lors qu'elles sont articulées sur les compétences des IUFM, la plupart de ces maquettes réussissent à maintenir un minimum de formation professionnelle même si elles se caractérisent par un équilibre précaire entre les différents éléments constitutifs d'un master.

Le pari paraissait impossible à tenir dans un délai très bref et il semblerait que, dans la plupart des académies, ce tour de force ait été en grande partie réussi. La formation professionnelle va certainement perdre en qualité mais elle continuera néanmoins à exister.

Ce travail de conception étant fait, il est souhaitable qu'il n'ait pas à être mis en oeuvre si la réforme est retirée comme le demande le mouvement de protestation actuel auquel je m'associe fortement. Un retrait de ce projet dans sa totalité et un maintien de la structure actuelle (quitte à retravailler les plans de formation pour les rééquilibrer) serait la meilleure solution !

Pourtant, dans ce combat, le principal axe développé, la non remise de ces maquettes comme moyen de pression sur le gouvernement, constitue une arme à double tranchant. Il convient de réfléchir aux implications de cette forme d'action pour peut-être l'utiliser avec d'innombrables précautions.

En effet, vu la conception « darcosienne » des compétences nécessaires pour enseigner (avoir un haut niveau universitaire puis apprendre sur le tas en situation), il n'est pas sûr que la perspective d'un non dépôt des maquettes de nouveaux masters soit un problème pour lui. Peut être même, cette perspective l'arrange-t-elle car ces masters professionnels de l'éducation et de la formation gardent un parfum de formation professionnelle à la sauce IUFM qui reste en travers de la gorge de nombreux adversaires de ces structures.

Si les maquettes ne sont pas déposées dans les temps (Le délai vient d'être rallongé au 31 mars) et que la réforme n'est finalement pas retirée, cela ne posera pas trop de problème pour les étudiants voulant passer un CAPES disciplinaire car ils pourront toujours s'inscrire dans les masters existants. Par contre, pour tous ceux qui se destinent au professorat des écoles, il n'y aura pas de master spécifique et de fait les IUFM n'auront plus de raison d'être. Je ne suis pas sûr que tous les collègues formateurs des IUFM aient conscience du risque que cette rétention fait courir à leur structure si le mouvement n'obtient pas gain de cause au final.

Peut-être faut-il investir massivement les autres moyens d'action et utiliser celui-ci avec parcimonie (en tout cas en ce qui concerne les masters relatifs au professorat d'école) sinon les IUFM prennent le risque d'être le dindon de la farce. Dans ce combat, l'alliance des contraires pourrait avoir à terme des effets dévastateurs car dans la communauté universitaire la défense des IUFM comme structure est loin d'être une évidence.

De plus, dans ce débat, les grands absents de ces discussions pour la formation des professeurs des Ecoles sont les représentants des enseignants du premier degré qui seraient pourtant les plus à même de participer à la réflexion sur la formation. Il serait peut-être urgent qu'ils prennent des positions plus fortes sur ces questions.

Alors comment se positionner aujourd'hui sur ces questions sans glisser dans la schizophrénie ou ouvrir des débats internes potentiellement destructeurs ? Les rédacteurs des maquettes (dont je fais partie) accusés parfois avec virulence de compromission sont pour la plupart opposés fondamentalement à la réforme mais veulent sauver ce qui peut l'être et ceux qui s'opposent à leur dépôt ne sont pas forcément opposés sur le principe à cette maîtrise mais remettent en cause plutôt les conditions et la temporalité de la réforme. A ce petit jeu, nous risquons de tout perdre en nous divisant et c'est peut être en cela que les interventions de M. Darcos ne sont pas si « naïves » que cela.

Le piège du gouvernement se referme sur la formation des maîtres et l'écran de fumée que constituent toutes ces réformes successives tendent à nous faire perdre de vue l'enjeu principal, l'existence d'une formation des maîtres professionnalisante et de qualité.

Pour cela, la connaissance du dessous des cartes est à mon avis nécessaire pour ne pas se tromper de combat et prendre des décisions éclairées pour la suite du mouvement qui seront lourdes de conséquences pour l'avenir de la profession d'enseignant en primaire. Le seul mot d'ordre permettant de sortir par le haut à ce jour sur lequel toute la communauté enseignante pourra se retrouver est donc un retrait pur et simple de la réforme.